

POLITIQUE



Le premier ministre Jean Charest s'adresse à des décideurs du domaine des biotechnologies à Chicago.

Québec investit 50 millions dans la biotechnologie

CHICAGO – Le gouvernement Charest entend faire en sorte que le Québec conserve sa position de leader dans la recherche en biotechnologie et il injecte 50 millions pour atteindre cet objectif.

La majeure partie de cette somme (40 millions) servira à financer sept projets de recherche parrainés par Génome Québec et le reste (10 millions) permettra à cet organisme de rédiger un plan d'affaires.

Au total, quatre universités — l'Université de Montréal, l'Université McGill, l'Université Laval et l'Université de Sherbrooke — pourront aller de l'avant dans leurs projets de recherche respectifs.

L'annonce de la subvention à Génome Québec — un organisme à but non lucratif, dont le tiers du financement provient de Québec et d'Ottawa — a été faite hier, à Chicago, à l'occasion du congrès

mondial de biotechnologie BIO 2006, qui réunit leaders politiques, chefs d'entreprises et universitaires d'une cinquantaine de pays.

« L'investissement annoncé aujourd'hui est le plus important (de l'histoire) du Québec dans le secteur de la génomique. C'est l'investissement, en taille, le plus important », a fait valoir le premier ministre Charest, lors d'une conférence de presse.

Les projets retenus, qui devraient nécessiter quatre ans de recherche, touchent divers domaines d'application.

Par exemple, à l'Université Laval, on étudiera les gènes de l'épinette, la ressource première de l'industrie forestière québécoise, afin de promouvoir un arbre « de haut rendement » possédant une fibre de meilleure qualité.

Pendant ce temps, à l'Institut de cardiologie de Montréal, on essaiera de découvrir quels gènes font qu'une personne subit des effets secondaires de médicaments et pas une autre.

Le président de Génome Québec, Paul Larchevêque, était sur place pour apprécier le coup de pouce de Québec, « un investissement majeur », a-t-il soutenu.

Sans l'argent versé par Québec, les projets de recherche en question n'auraient pas pu être menés à terme, selon lui.

« C'est un ingrédient assez essentiel à la création de valeur dans le secteur des sciences de la vie. C'est un secteur assez fondamental et incontournable pour l'économie du Québec », a-t-il fait valoir.

La position stratégique du Québec, en ce domaine, s'en trouvera renforcée, a-t-il ajouté.

« Ce que nous voulons pour le Québec, c'est maintenir la position que nous occupons et envoyer un signal fort à l'industrie que politiquement nous les appuyons », a dit M. Charest.

La somme de 10 millions pour le plan d'affaires de Génome Québec avait déjà été annoncée dans le budget présenté par le ministre des Finances, Michel Audet.

PASSEPORT

Charest conteste la position de Harper

JOCELYNE RICHER
PRESSE CANADIENNE

CHICAGO – Le premier ministre Jean Charest conteste la position de son homologue fédéral, Stephen Harper, qui semble avoir renoncé à s'opposer à la volonté des États-Unis d'imposer le passeport aux frontières.

Contrairement à M. Harper, le premier ministre du Québec dit qu'il se battra jusqu'à la dernière minute pour éviter que le gouvernement de George W. Bush rende bientôt obligatoire le passeport, une nouvelle contrainte qui aurait un impact négatif sur l'économie québécoise.

« En politique américaine, c'est un système politique où le pouvoir est tellement diffus entre le bureau de la présidence, les lobbys, les gouverneurs, qu'on a raison de vouloir persister et de demander qu'on formule une politique qui cause le moins d'entraves possible. Nous, on va insister jusqu'à la fin », a déclaré le premier ministre Charest hier à Chicago, en marge du congrès mondial BIO 2006 sur les biotechnologies.

Quant à M. Harper, il a reconnu, le 31 mars dernier, lors du sommet de Cancun en compagnie du président Bush et du président du Mexique Vicente Fox, que les Américains ne feraient pas marche arrière dans ce dossier et

semblait s'en accommoder. « Ce sera plus difficile de franchir la frontière et les gens qui n'ont pas besoin de papiers d'identité, lors d'un voyage d'affaires ou de tourisme, vont en fait découvrir qu'ils en auront besoin à l'avenir », avait-il dit.

Mais de son côté, le premier ministre Charest ne baisse pas les bras et a profité de son passage à Chicago pour sensibiliser deux gouverneurs américains — Kathleen Sebelius, du Kansas, et Bob Taft, de l'Ohio — aux conséquences économiques de cette politique.

D'ailleurs, selon lui, plusieurs gouverneurs et sénateurs américains, surtout ceux qui représentent des États limitrophes du Canada, partagent les inquiétudes du gouvernement du Québec.

« Même la sénatrice de New York, Hillary Clinton, a été gagnée à nos arguments », a fait valoir M. Charest, en faisant référence à la rencontre qu'ils ont eue à pareille date, l'an dernier, à Washington.

On craint notamment que la mesure ait un impact majeur sur le tourisme. Seulement 20 % d'entre eux possèdent un passeport. Selon les vœux de Washington, le passeport deviendrait obligatoire dès la fin de 2006 pour les personnes qui voyagent en avion et en bateau, dès 2007 ou 2008 pour celles qui voyagent par voie terrestre.

Le Sénat collaborera

Le Sénat, à majorité libérale, suivra attentivement ce que fera Stephen Harper, mais ne va probablement pas faire dérailler les projets du premier ministre conservateur, affirme une sénatrice de l'Île-du-Prince-Édouard.

Selon Catherine Callbeck, une libérale qui a été nommée au Sénat

en 1997, la Chambre haute respectera l'intention de M. Harper de faire les choses différemment. Mme Callbeck se dit prête à combattre les politiques qui ne sont pas dans l'intérêt des Canadiens ordinaires mais ne s'attend pas à une épreuve de force entre le Sénat et la Chambre.

Presse Canadienne

Arrêtez de travailler pour les pétrolières.

TDI. Plus de 1000 km avec un seul plein.



Terminé les sacrifices et les privations. Avec la Jetta TDI^{MD}, oubliez les hausses du prix de l'essence et profitez de la puissance sans compromis de son moteur turbo à injection directe. Environ mille kilomètres avec un seul plein*, de quoi vous mener loin, très loin des stations-service et de leur gourmandise.



La Jetta TDI 2006

À partir de

289\$

par mois*

Location 48 mois

Visitez vw.ca/consommation ou appelez au 1 888 ROULE VW pour plus de détails.

3394689A

Acompte de 2 813 \$. Frais de préparation de 275 \$. *L'offre s'applique à une Jetta TDI 2006, de base, 5 vitesses, neuve, en stock. Photo à titre indicatif seulement. Frais de transport inclus. Taxes, immatriculation, assurances, droits sur les pneus neufs, frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers (jusqu'à 46 \$), frais administratifs du concessionnaire (le cas échéant) et frais de 12 ¢ du km après 80 000 km en sus. Offre sujette à l'approbation du crédit de Volkswagen Finance, une division de Crédit VW Canada Inc. Offre en vigueur à partir du 1^{er} avril 2006. Cette offre est d'une durée limitée et peut être retirée en tout temps sans préavis. Chez les concessionnaires Volkswagen participants du Québec seulement. Quantité limitée. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre et un échange entre concessionnaires peut donc être requis. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Ne s'applique qu'aux locations faites à des particuliers. Tous les détails sur vw.ca et chez votre concessionnaire. *Basé sur une moyenne ville (6,6 L/100 km)/route (5,2 L/100 km) des données publiées par Transports Canada pour la Jetta TDI équipée d'une boîte manuelle et d'un moteur TDI de 1,9 L. La consommation réelle dépend des conditions et habitudes de conduite et des équipements additionnels du véhicule.